

UN DÉFI AUX PROTECTEURS DE LA NATURE

Alors que l'argent des entreprises et des gouvernements alimente les trois grandes organisations internationales qui dominent l'ordre du jour mondial en termes de protection de la nature, les programmes de celles-ci sont marqués par des conflits d'intérêt – et par une négligence troublante à l'égard des Peuples Autochtones qui vivent sur les terres que ces ONG sont censées protéger.

Par Mac Chapin

LE RÉVEIL

En juin 2003, les représentants d'importantes fondations préoccupées par la biodiversité ¹ menacée de notre planète se sont réunis dans le Dakota du Sud pour une rencontre avec le Groupe de consultation sur la biodiversité. Durant la deuxième soirée, après le dîner, quelques-uns des participants se sont rassemblés pour discuter d'un problème qui les troublait de plus en plus. Depuis quelques années, leurs fondations avaient octroyé des millions de dollars de soutien aux organisations de protection de la nature à but non lucratif et elles avaient même participé au lancement de certains groupes. Or en l'état, un certain nombre d'indices révélaient que trois des plus grandes organisations – *World Wildlife*

Note de l'éditeur

Nous nous attendons à ce que cet article soit le coup d'envoi d'une discussion ouverte et publique sur des questions complexes et litigieuses qui n'ont été débattues que derrière des portes fermées depuis quelques mois. Bien que l'air frais puisse être froid par moment, nous croyons que des discussions engagées et actives sont essentielles pour résoudre ces questions et pour renforcer la communauté pour la conservation de la nature et de défense de l'environnement.

L'auteur de cet article, en tant qu'acteur engagé dans la sauvegarde, participe de l'intérieur à ce débat, et nous espérons publier d'autres points de vue dans notre numéro de janvier et février prochain. Nous invitons donc tous les lecteurs intéressés, et les personnes faisant parties des « Trois Grandes » organisations de protection de la nature auxquels il est fait référence dans ce texte, à nous soumettre leurs réponses pour publication. Les vues des Peuples Autochtones sont également bienvenues, ainsi que celles des ONG qui travaillent avec les groupes autochtones, des fondations et des agences qui financent leur travail, ainsi que de tous ceux qui sont concernés par la question.

Fund (WWF), *Conservation International* (CI) et *The Nature Conservancy* (TNC) – refusaient de plus en plus fréquemment la pleine participation des Peuples Autochtones et Traditionnels ² à leurs programmes. Ce sont pourtant eux qui vivent sur les territoires que les défenseurs de la nature (en anglais *conservationists*, ndt.) souhaitent protéger. ³ Dans certains cas, des plaintes contre certains abus de la part des protecteurs de la nature avaient été entendues.

La rencontre mena à une série de discussions en profondeur menées par Jeff Campbell, de la Fondation Ford, qui initia deux études – l'une pour évaluer ce qui se passait vraiment entre les communautés autochtones et les protecteurs de la nature, alors que l'autre visait à analyser la situation financière de chacun de ces trois grands groupes.

Le plan de travail (ou « termes de référence ») donné aux enquêteurs contenait deux observations clés sur les trois géants de la conservation : ils étaient devenus très grands et très fortunés en peu de temps ; ils faisaient la promotion d'approches planétaires de la protection « qui ont soulevé un certain nombre de questions – et suscité de plaintes – au sein des communautés locales, d'ONG nationales, et de militants de droits de la personne. »

Les deux études ne procédant qu'à une incursion rapide dans une problématique dont on ne peut nier la complexité, concernant des zones géographiques aussi

¹ Parmi les fondations représentées, on trouvait les fondations Ford, MacArthur, Moriah, Wallace Global, C.S. Matt, et Oak.

² Ndt. : Conformément à la pratique dans le cadre des Nations unies, on fait usage de majuscules pour « Peuples Autochtones et Traditionnels », comme pour les Français, les Suisses, les Américains, les Canadiens, etc.

³ « Peuples Autochtones et Traditionnels » est une catégorisation plus inclusive que simplement « Peuples Autochtones ». La dénomination « Peuples Traditionnels » inclut des groupes qui ne sont pas autochtones mais vivent de longue date dans des régions sauvages, comme les récolteurs de caoutchouc du Brésil et les résidents de longue date Ladinos et Créoles de la côte des Caraïbes en Amérique centrale.

vastes que diverses (le WWF, par exemple, est actif dans plus de 90 pays sur la planète), elles ne pouvaient constituer que des présentations sommaires susceptibles d'orienter les discussions des fondations concernées. Les résultats n'étaient pas voués – du moins dans un premier temps – à une publication.

De nombreuses personnes travaillant sur le terrain (et j'en étais) ou dans les fondations qui financent des projets sur le terrain, en biodiversité et en diversité culturelle, souhaitaient pourtant que ces résultats soient présentés. En tant qu'anthropologue ayant travaillé avec les Peuples Autochtones depuis plus de 35 ans (récemment comme directeur du Centre pour les territoires autochtones), j'étais pleinement conscient – et non sans ressentir une malaise grandissant – des circonstances qui avaient conduit aux deux enquêtes de la Fondation Ford.

LE CONTEXTE HISTORIQUE

Les plaintes se sont multipliées depuis plus d'une décennie et elles sont à mettre en parallèle avec la croissance phénoménale des principales organisations pour la préservation. Le WWF, par exemple, fut fondé en 1961 avec un petit bureau en Suisse. Son programme était limité à la coordination et à des activités de financement pour l'Union internationale de conservation de la nature (UICN), qui, elle, réalisait des programmes sur le terrain. Le WWF grandit lentement durant les années qui suivirent, multipliant les bureaux nationaux et régionaux dans divers pays du monde industriel. Les pays du Tiers-Monde ne furent pas inclus dans un premier temps. Au cours des deux premières décennies, malgré son expansion, le WWF garda une structure de taille relativement réduite. A la fin des années 1970, par exemple, la branche américaine du WWF occupait un étage d'un immeuble relativement modeste sur Dupont Circle à Washington D.C., avec 25 employés. Au début des années 1980, l'organisation connut une croissance fulgurante – et aujourd'hui elle occupe quatre étages d'un luxueux immeuble à proximité, dans le même quartier. Les branches américaine et internationale du WWF emploient aujourd'hui près de 4'000 personnes dans le monde.

The Nature Conservancy débuta au milieu des années 1940, lorsqu'un petit groupe de scientifiques réunirent leurs forces afin de préserver des régions naturelles aux Etats-Unis. En 1965, TNC utilisa un don de la Fondation Ford pour payer le salaire de son premier président à plein temps. En 1970, TNC assura une présence dans chacun des 50 Etats américains et s'étendit en Amérique latine. Alimentée par des donations spontanées et des apports d'argent bilatéral et multilatéral, ainsi que par des soutiens en provenance d'entreprises, l'ONG s'engagea dans un développement vertigineux dans les années 1990 – et s'étendit dans de nouvelles régions du globe, bien que l'essentiel du travail de TNC soit réalisé à l'échelle locale. C'est aujourd'hui la plus importante organisation de sauvegarde de la nature dans le monde avec des avoirs qui dépassent les 3 milliards de dollars.

Conservation International commença de manière dramatique en 1986. Au cours des quelques années précédentes, le programme international de TNC avait connu une rapide croissance, et les tensions avec ses autres programmes s'étaient accumulées. Lorsque la gestion centrale de TNC tenta d'y faire prévaloir son autorité, pratiquement tous les employés démissionnèrent et fondèrent CI. Dès le début, la nouvelle organisation fut ainsi bien pourvue en personnel et bénéficia de l'argent qu'elle avait assemblé jusque-là. En 1989, elle accueillit encore un autre groupe de contestataires – ceux-là venant du WWF – et elle commença une expansion avec l'aide d'une machine à récolter des fonds qui devait susciter bien des jalousies de la part de la concurrence. Cependant une part importante de son financement vient de quatre sources seulement : la Fondation Gordon & Betty Moore, la Fondation MacArthur, la Banque mondiale et le Programme mondial pour l'environnement (GEF). En comparaison, TNC et WWF ont des bases de financement bien plus diverses.

La question des alliances « naturelles » entre protecteurs de la nature et Peuples Autochtones et de la nécessité de travailler en étroite collaboration avec les communautés locales, si évidente il y a quelques années encore, a largement été évacuée du débat. Elle a laissé la place, dans les plus grandes ONG de protection,

à des priorités nouvelles, accordant une attention particulière aux stratégies de conservation à grande échelle et faisant passer les considérations scientifiques devant les réalités sociales. Parallèlement, un courant est apparu affirmant combien « difficiles » peuvent se révéler les Peuples Autochtones, combien il est compliqué de travailler avec eux, et reprochant à certains d'entre eux d'avoir, dans des endroits comme l'Équateur, la Bolivie et la région du Chiapas au Mexique, déclenché des troubles civils et même opté pour la violence. Puis sont apparues, en provenance de différentes parties du mouvement de sauvegarde de la nature, des réserves sérieuses sur le fait que les Peuples Autochtones soient – comme nombre d'entre eux l'avaient auparavant publiquement affirmé – des alliés crédibles, puisque, comme la plupart des gens, ils ne seraient pas de bons protecteurs de la nature, préférant parfois leur bien-être économique à la préservation des ressources naturelles. Les exemples des Kayapó du Brésil coupant leur forêt et des Mayans détruisant et brûlant les forêts du Petén au Guatemala sont souvent rabâchés comme autant d'exemples des tendances destructives des Peuples Autochtones.

Les Peuples Autochtones, dont les terres font l'objet d'une pléthore de programmes par les trois grands groupes de protection de la nature, sont pour leur part devenus de plus en plus hostiles. L'un de leurs principaux désaccords concerne les zones naturelles protégées dont, selon les personnes habitant ces zones, l'établissement empiète souvent sur leurs droits. Parfois, les Peuples Autochtones en sont expulsés et les protecteurs de la nature semblent souvent être à l'origine des expulsions. A d'autres occasions, l'usage traditionnel de la terre a été déclaré « illégal », ce qui entraîne la poursuite des habitants par les autorités gouvernementales. Couplé à tout cela, on retrouve le partenariat entre les organisations de protection de la nature et des entreprises multinationales – en particulier dans le domaine du gaz, du pétrole et des produits pharmaceutiques, et dans le domaine minier – directement engagées dans le pillage et la destruction de zones forestières dont les Peuples Autochtones sont les propriétaires.

Comment les relations se sont-elles détériorées si rapidement et de manière tellement drastique ? Dans les années 1970 et durant presque toutes les années 1980, les protecteurs de la nature avaient peu de choses en commun avec les Peuples Autochtones. En Amérique latine, par exemple, les grandes ONG de protection de la nature tendaient à travailler par l'entremise de groupes locaux ayant une base urbaine, et leur connaissance des Peuples Autochtones dans ces différents pays était fort limitée. Pourtant au milieu des années 1980, une brèche dans ce mur fut percée par le WWF et son programme intitulé *Wildlands and Human Needs* (Terres sauvages et besoins des habitants), un programme de sauvegarde de la nature s'appuyant sur les communautés et financé par l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Ce programme fut perçu au mieux comme une espèce de distraction par nombre d'employés du WWF, surtout par les biologistes qui manquaient d'expérience de travail avec les communautés. Car ils percevaient en fait ce nouveau programme comme un éloignement inopportun de la conservation au sens strict, qu'ils jugeaient être leur mission essentielle. Le programme était perçu comme une exigence imposée par USAID, qui demandait une plus grande approche par la base.

En 1989, la Coordination des organisations autochtones du bassin amazonien (COICA) a lancé un appel directement à la « communauté des environnementalistes inquiets » au niveau international, proposant qu'ils forment une alliance « pour la défense de [leurs] terres d'Amazonie ». ⁴ L'appel de la COICA pour une action de collaboration vint à un moment où l'écosystème amazonien était menacé comme jamais auparavant : par des projets mal conçus de développement, de colonisation pour l'élevage, des opérations de coupes forestières et d'extraction minière sans contrôle. L'appel notait que les protecteurs de la nature « nous ont exclus, nous les Peuples Autochtones, hors de la biosphère amazonienne ». Cette omission, disaient-ils, était la première raison de l'inefficacité des programmes de protection.

⁴ *Coordinadora de Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica (COICA)*, 1989, « *Two Agendas for Amazonian Development* », *Cultural Survival Quarterly*, Vol. 13, No. 4, pp. 75-78.

La COICA présenta *Deux agendas* – un pour les protecteurs de la nature et l'autre pour les banques multilatérales. On y trouvait la déclaration suivante :

« *Nous les Peuples Autochtones, avons été une partie intégrale de la Biosphère amazonienne depuis des milliers d'années. Nous avons fait usage et pris soin des ressources de cette biosphère avec passablement de respect parce que c'est là où nous habitons et parce que nous savons que notre survie et celle des générations qui nous suivront en dépendent. Les connaissances que nous avons accumulées sur nos terres, nos modèles pour vivre avec les particularités de la Biosphère amazonienne, notre profond respect pour la forêt tropicale et ses autres habitants, à la fois les plantes et les animaux, sont les clés pour garantir l'avenir du bassin amazonien, non seulement pour nos peuples, mais également pour toute l'humanité.* »⁵

Les arguments de la COICA combinent des considérations de droits de la personne avec des propositions pratiques pour une action dans les domaines du développement durable, de la défense territoriale, de la protection, de la recherche, des domaines qui reflètent tous les priorités des autochtones. Il fut proposé que les organisations de protection de l'environnement et de développement « travaillent directement avec nos organisations sur tous vos programmes et toutes vos campagnes qui touchent nos terres. » A l'époque, cette proposition fut accueillie comme une révélation par de nombreux protecteurs de l'environnement – une approche alternative qui pourrait tout simplement fonctionner ! Certains d'entre eux se sont demandé pourquoi un lien aussi évident ne leur était pas venu à l'esprit plus tôt ...

Deux agendas eut un impact important dans le monde et généra passablement de discussions sur les partenariats, les alliances, la cogestion de régions protégées, la gestion participative et toute une gamme d'autres relations de travail. En mai 1990, la COICA fut l'hôte du Premier sommet de l'Amazonie entre les Peuples

Autochtones et les environmentalistes dans la ville péruvienne d'Iquitos. Des délégués des communautés autochtones du Pérou, de Bolivie, d'Equateur, de Colombie et du Brésil y retrouvèrent ceux du Centre pour une banque d'informations, de la Fondation péruvienne pour la conservation de la nature, des Amis de la Terre, Greenpeace, de la National Wildlife Federation, de Probe International, du Réseau d'action pour les forêts tropicales, de l'Alliance pour les forêts tropicales, du Fonds de défense légal du Sierra Club, du World Resources Institute, de CI et du WWF. A la fin de la rencontre, chacune des parties signa la Déclaration d'Iquitos, qui, parmi d'autres éléments, concluait « qu'il est nécessaire de continuer à travailler à l'avenir comme une alliance de Peuples Autochtones et d'environmentalistes en faveur d'une Amazonie pour l'humanité. »⁶

En 1992, le rôle des Peuples Autochtones dans les régions protégées était un sujet important au 4^e Congrès mondial sur les parcs nationaux et les régions protégées financé par l'Union internationale pour la conservation de la nature et organisé à Caracas au Venezuela. Pendant cette période, l'UICN et le WWF entreprirent de produire un flot de déclarations, de positions de principes, de documents discutant la valeur des connaissances traditionnelles et comment elles devraient inspirer les politiques sur la nécessité de respecter les traditions autochtones et l'importance de forger des partenariats.⁷

Ces Principes et lignes directrices sur les Peuples Autochtones et Traditionnels et les aires protégées de l'UICN et du WWF furent formellement présentés en octobre 1996.⁸ La déclaration commence en observant que les Peuples Autochtones ont une longue histoire avec le monde naturel et en ont « une compréhension

⁶ *Coordination de Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica (COICA), 1990, « Primer Encuentro Cumbre Amazónico entre Pueblos Indígenas y Ambientalistas : Declaración de Iquitos. »*

⁷ *Union internationale pour la conservation de la nature et le WWF, 1996, Principes et lignes directrices sur les Peuples Autochtones et Traditionnels et les aires protégées.*

⁸ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

sion profonde ». Elle se poursuit ainsi : « Ils ont souvent contribué de manière significative à la préservation de plusieurs des écosystèmes les plus fragiles sur la Terre », certifiant ainsi qu'il n'y avait pas de conflit inhérent entre les objectifs de conservation et les Peuples Autochtones. Par ailleurs, les Peuples Autochtones devaient se voir reconnaître comme des partenaires de droit et égaux dans le développement et l'application de stratégies de conservation qui ont un effet sur leurs terres, les territoires et les aquifères qui s'y trouvent, les côtes et d'autres ressources, en particulier pour l'établissement et la gestion de zones de protection. » Bien que son ton fût quelque peu condescendant, le document était au moins explicite sur le besoin d'une cogestion et sur le respect dû aux Peuples Autochtones et à leur connaissance de l'environnement.

A la fin des années 1980 et au début des années 1990, les groupes pour la protection commencèrent à concevoir des programmes pour travailler avec les communautés. Les donateurs – à la fois les fondations privées et les agences donatrices multi- et bilatérales – soutinrent également fortement cette approche de ce qui était alors en vogue : le concept de développement durable. Il devint rapidement un train en marche dans lequel montèrent de nombreuses organisations.⁹ Les initiatives qui en découlèrent connurent diverses dénominations, telles que « gestion des ressources naturelles s'appuyant sur les communautés », « conservation s'appuyant sur les communautés de base », « développement durable appliqué », « conservation à partir de groupes de base », « transmission (décentralisation) aux communautés locales des droits sur les ressources », et

– l'approche peut-être la plus commune – « Projets intégrés de conservation et de développement (PICD) » (*Integrated Conservation and Development Programs*, ICDP). Il est important de signaler que tous ces termes furent forgés par les organisations de protection, et non par les Peuples Autochtones ; et que les programmes étaient conçus et dirigés par les environnementalistes et non par les Peuples Autochtones. Les financiers fournissaient l'argent aux organisations de sauvegarde de la nature pour qu'elles développent des programmes pour les communautés autochtones et de petites unités étaient créées de l'intérieur pour mener à bien ce mandat.



DES DIFFICULTÉS ÉMERGENT

Les résultats de ces tentatives de travail avec les Peuples Autochtones furent, à quelques exceptions près, une série d'échecs. Sur le terrain, la mise en œuvre des PICD se révélait en général paternaliste, manquait d'expertise et avait un caractère unilatéral

⁹ Voir à ce sujet : Mc Neely, Jeff, 1989, « Protected Areas and Human Ecology : How National Parks Can Contribute to Sustainable Societies to the Twenty-first Century » dans Conservation for the Twenty-first Century, David Western et M. Pearl Eds, Oxford University Press, Oxford; Western, David et Michael Wright (eds.), 1994, Natural Conceptions: Perspectives in Community-Based Conservation, Island Press, Washington, D.C.; Western David et M. Pearl (eds.), 1989, Conservation for the Twenty-first Century, Oxford University Press, Oxford; Wells, Michael, et Katrina Brandon, 1992, People and Parks: Linking Protected Area Management with Local Communities, The World Bank, Washington, D.C.; et Barzetti, V. ed., 1993, Parks and Progress: Protected Areas and Economic Development in Latin America and the Caribbean, Union internationale pour la conservation de la nature, Washington, D.C.

– inspirée essentiellement par les priorités des protecteurs de l'environnement, avec peu d'apports de la part des autochtones. En conséquence, peu de partenariats furent formés à la suite de la proposition de la COICA et parmi ceux qui furent néanmoins créés, peu fonctionnèrent bien. Selon Thomas McShane, du WWF International, « dans la course frénétique aux exemples de développement durable, l'idée des PICD fut aussitôt très en vogue. On passa rapidement d'une idée n'ayant subi aucun test mais attirant des mises de fonds importantes à une application des 'meilleures pratiques' en faveur de la diversité biologique. » Dans toute cette excitation, on avait oublié que les organisations de conservation n'étaient peut-être pas préparées pour travailler dans les domaines social et économique. Les succès ont été très rares et bien en deçà des attentes, et aujourd'hui un barrage de littérature essentiellement critique alimente les inquiétudes parmi les organisations appliquant et finançant les PICD.¹⁰

D'autres cependant ont affirmé que les schémas de conservation s'appuyant sur les communautés sont fondamentalement contraires aux objectifs de la conservation biologique, qui devraient s'appuyer sur une science biologique rigoureuse. Pour cette raison, les tenants de cette opinion pensent que cette approche est condamnée à l'échec, quels que soient les chargés de projet et la manière dont ces projets sont dirigés. Katrina Brandon, de TNC, et ses collègues Kent H. Redford et Steven E. Sanderson ont ainsi écrit: « La tendance qui consiste à promouvoir un usage viable des ressources comme une manière de protéger ces ressources, bien que politiquement convenable et intellectuellement attractive, n'est pas un concept bien ancré dans la biologie et dans la savoir écologique. Tous les objets ne peuvent ainsi être protégés par leur usage. Tous les droits ne devraient pas être dévolus à un usage. Sans une compréhension large des dynamiques écosystémiques sur des sites spécifiques, les stratégies faisant la promotion d'un usage viable des ressources mèneront à des pertes substantielles de la biodiversité. »¹¹

Dans la discussion autour de leur programme « Parcs en péril », financé par USAID durant les années 1990, Brandon, Redford et Sanderson ont à plusieurs reprises dénommé les approches pour la conservation s'appuyant sur des communautés de « formules faciles à retenir » ou de « slogans » s'appuyant sur des « stéréotypes ». Ces slogans – ces phrases *catchy* – sont trompeurs dans la mesure où ils laissent croire que « les conflits au sujet des ressources peuvent être résolus relativement facilement » et nous éloignent du véritable objectif qui est de protéger la biodiversité, une entreprise qui doit s'appuyer sur une base scientifique solide. Redford en particulier a cherché au cours des années à discréditer le stéréotype du « sauvage noble et écologique »¹² qui, dit-il, « a été utilisé cyniquement par (...) les Peuples Autochtones et leurs défenseurs (...) parce qu'ils reconnaissent le pouvoir de ce concept pour obtenir de soutiens dans leur combat et des droits sur les terres, en particulier auprès d'importantes organisations internationales de conservation. »¹³

Quoi qu'il en soit, le fait essentiel demeure que les Peuples Autochtones ne se sont jamais vus offrir la chance de concevoir et de gérer leurs propres projets, et avec les protecteurs de la nature à la barre, les échecs se sont accumulés. Plusieurs projets des « conservationnistes » étaient mal conçus. Les projets d'agroforesterie et de jardins pour une production biologique s'écroulèrent parce que personne n'avait trouvé une manière de commercialiser ce qui était cultivé. Les conditions écologiques locales souvent n'étaient pas appropriées aux cultures introduites. Les habitants locaux n'étaient pas intéressés à la constitution de parcs et aux plans de gestion, soit ce que proposaient les protecteurs de la nature. Les projets pour l'éducation environnementale en régions autochtones étaient inspirés

¹⁰ McShane, Thomas O., 2003, "The Devil in the Detail of Biodiversity Conservation", *Conservation Biology*, Vol. 17, No. 1, pp. 1-3.

¹¹ Brandon, Katrina, Kent H. Redford, and Steven E. Sanderson (eds.), 1998, *Parcs in Peril, Politics and Protected Areas*, The Nature Conservancy and Island Press, Washington, D.C.

¹² Redford, Kent H., 1991, « The Ecologically Noble Savage », *Cultural Survival Quarterly*, Vol. 15, N° 1, pp. 46-48.

¹³ Redford, Kent H., and Steven E. Sanderson, 2000, "Extracting Humans from Nature", *Conservation Biology*, Vol. 14, N° 5, pp. 1362-64; Redford, Kent H. et Allyn M. Strearman, 1993, "Forest-Dwelling Native Amazonians and the Conservation of Biodiversity: Interests in Common or in Collision?", *Conservation Biology*, Vol. 7, N° 2, pp. 248-55.

de programmes élaborés pour les milieux urbains. En bref, les protecteurs de l'environnement avaient peu d'expérience de travail avec les groupes communautaires.

Les financiers s'impatientèrent et les relations entre les protecteurs de la nature et les Peuples Autochtones devinrent de plus en plus tendues – et à certains égards teintées d'intransigeance. Si dans ses relations publiques officielles, le WWF américain a continué à déclarer son respect pour les Peuples Autochtones, dans plusieurs de ses déclarations pourtant, il affiche un manque d'intérêt étudié envers des partenariats avec les communautés indigènes ou locales quelles qu'elles soient.¹⁴ Dans ses grandes déclarations stratégiques sur l'approche écorégionale, le WWF évite tout simplement de parler d'une implication avec les Peuples Autochtones.¹⁵ A la fin de l'année 2002, le directeur du WWF pour l'Amérique latine m'a affirmé sèchement, en référence au bassin amazonien: « Nous ne travaillons pas avec les Peuples Autochtones. Nous n'avons pas les moyens de travailler avec les Peuples Autochtones. » A la même période, un biologiste de Conservation International qui travaille avec les Kayapó dans la région du Xingu inférieur au Brésil m'a déclaré : « Pour être franc, ce que veulent les Indiens

m'importe peu. Nous devons travailler à la conservation de la biodiversité. »

Ce dernier commentaire peut sembler grossier, mais je crois qu'il illustre la pensée dominante dans les grandes organisations de protection de la nature. Même s'ils se gardent bien de le dire ouvertement, de nombreux conservationnistes adoptent une attitude signifiant que vu que ce sont eux qui ont l'argent, ce sont eux qui prennent les décisions. Ils ont installé un cordon autour de certaines zones pour la préservation, et dans leur esprit ils ont une idée claire de ce qui devrait être fait. « Ils se voient comme des savants accomplissant l'œuvre de Dieu », affirmait un critique, ironisant sur le côté « mission divine pour protéger la Terre » qui caractérise certains protecteurs de la nature. Armés de la science, ils définissent les termes des initiatives. Ensuite ils invitent les habitants autochtones à participer à l'ordre du jour qu'ils ont défini. Si les Peuples Autochtones n'aiment pas le plan proposé, ils seront simplement ignorés. « Je crois qu'il y a eu un changement de position » déclare un représentant clé d'une des principales fondations qui ont soutenu les ONG de conservation, « on s'est éloigné de la construction de capacités locales [en aidant à lancer des ONG locales qui peuvent travailler avec les communautés locales dans leurs propres pays]. Ces groupes se voient maintenant comme des organisations internationales semi-permanentes, qui *ne vont pas* travailler pour perdre ce statut. »

¹⁴ En 2000, le WWF International, en collaboration avec un groupe appelé Terralingua, a produit un rapport intitulé *Indigenous and Traditional Peoples of the World and Ecoregion Conservation: An Integrated Approach to Conserving the World's Biological and Cultural Diversity*. C'était là une tentative visant à réunir les premières déclarations et l'approche écorégionale; pourtant il semble que ce rapport ait eu peu d'effets sur les programmes du WWF, et dans tous les cas l'auteur principal, Gonzalo Oviedo, quitta le WWF International peu de temps après.

¹⁵ Un document du WWF intitulé « *A Guide to Socioeconomic Assessments for Ecoregion Conservation* », publié en 2000, parle de collaborateurs et de partenariats potentiels (« 'partenariat' implique une relation de travail davantage de proximité »). Le document note que « renverser la perte en biodiversité à l'échelle nécessaire à la protection des écorégions pourrait nécessiter une collaboration plus étroite ou des partenariats avec et parmi les industries, le secteur privé, les propriétaires des ressources et les cueilleurs, les agences gouvernementales de développement, les départements des affaires étrangères, et d'autres » (WWF-U.S. *Ecoregional Conservation Strategies Unit 2000* : 5-6). Les Peuples Autochtones ne sont pas inclus parmi les collaborateurs potentiels ou parmi les partenaires. L'absence de la mention d'ONG locales est aussi à remarquer.

La réalité est que les Peuples Autochtones et les organisations de préservation de la nature ont des projets fort différents. La priorité des Autochtones se traduit presque toujours par la nécessité de protéger et de légaliser la propriété de leurs terres pour leur propre usage. Ils insistent sur l'importance de trouver des manières de gagner sa vie sur la terre sans détruire ses ressources. Et ils donnent la priorité à la documentation de l'histoire de leur peuple, leurs traditions, leur identité culturelle.

En revanche, les plans d'action des protecteurs de la nature commencent souvent par l'établissement impératif de régions protégées interdites d'accès aux personnes, et le développement d'un plan de gestion. S'ils intègrent des Peuples

Autochtones dans leurs plans, ils tendent à considérer ces gens plus comme un moyen d'atteindre un objectif que comme une fin en soi. Ils ont aussi rechigné à soutenir des batailles légales concernant la propriété des terres ou le renforcement des organisations autochtones ; ils considèrent ces actions comme « trop politiques » et hors de leur mandat pour la conservation. Elles ont été hésitantes à soutenir les Peuples Autochtones dans leurs luttes contre les compagnies pétrolières, minières et forestières, destructrices de vastes zones de forêts tropicales dans le monde. Là aussi, l'excuse est que de telles interventions seraient « trop politiques » et les organisations de protection de la nature s'en remettent souvent aux gouvernements nationaux pour gérer ces questions.

Au-delà de ces hésitations très répandues apparaît la difficulté de réconcilier les différences culturelles entre le regard du monde industrialisé et celui des autochtones, de débattre, de négocier, et de prendre des décisions. Andrew Chapeskie note la difficulté rencontrée par ceux qui cherchent des schémas de cogestion dans le contexte canadien :

« Comment fixer des accords de cogestion des terres et des eaux là où vous avez d'un côté des relations à la terre – celles des Autochtones – fondées sur des valeurs normatives d'équité, de coopération et de réciprocité exprimées par des autorités locales et des arrangements d'accès basés sur une propriété commune alors qu'à l'autre bout de la relation à la terre – basée sur une réglementation par l'Etat – ont trouvé des valeurs normatives de compétition, de droits exclusifs à la propriété et aux ressources, et une autorité de gestion centralisée ? Ce sont là des questions difficiles autant pour les communautés autochtones que pour leurs semblables non autochtones dans le nord-ouest ontarien. »¹⁶

¹⁶ Chapeski, Andrew, 1995, « Land, Landscape, Culture-scape : Aboriginal Relationships to Land and the Co-Management of Natural Resources, Ottawa : Report to the Royal Commission on Aboriginal Peoples », p. 46.

L'ARGENT

Depuis 1990, l'argent disponible pour la protection de la nature a, d'une manière générale, fortement décliné. Selon une estimation récente des finances du secteur de la protection de la nature, « entre le milieu des années 1990 et le passage au 21^e siècle, les fonds disponibles pour la conservation ont décliné de presque 50 pour cent. » Durant le même laps de temps, « les fonds rendus disponibles pour les grandes ONG (WWF, TNC, et CI) ont *augmenté* [nous soulignons] en termes relatifs et absolus. »¹⁷

A contre-courant du déclin général dans le financement des projets de préservation de la nature, la croissance des grandes ONG a été accompagnée pour une bonne partie par l'élargissement de leurs levées de fonds dans de nouveaux domaines, avec un large spectre de stratégies. Une estimation récente note que les revenus combinés du WWF, de TNC et de CI en 2002 pour leur travail dans les pays en voie de développement s'élevaient à approximativement la moitié des 1,5 milliards de dollars disponibles pour la protection de la nature en 2002 ; et les investissements des « Trois Grandes » dans le domaine de la protection de la nature dans les pays en développement a passé d'environ 240 millions de dollars en 1998 à près de 490 millions de dollars en 2002.¹⁸

La récolte de fonds des Trois Grandes couvre pratiquement toutes les bases : les fondations privées, les agences bilatérales et multilatérales, les grandes entreprises, le gouvernement américain et les personnes (le WWF a même lancé une campagne nommée

¹⁷ Khare, Arvind et David Barton Bray, 2004, « Study of Critical New Forest Conservation Issues in the Global South : Final Report Submitted to the Ford Foundation, June 2004 ».

¹⁸ Ibid., note 16, « L'analyse des finances des trois grandes organisations de protection de la nature uniquement – la branche américaine du WWF, Conservation International et The Nature Conservancy – révèle que leurs revenus combinés et leurs dépenses (i.e., leurs investissements dans la conservation) durant l'année 2002 étaient de respectivement \$1.28 milliards et de \$804 millions. Il ne s'agit pas là d'une année exceptionnelle mais d'une tendance, évidente depuis le milieu des années 1990, constituée de revenus, de dépenses et d'avoirs en augmentation. Les revenus combinés de ces trois ONG ont augmenté de \$635 millions en 1998 à \$899 millions en 1999 et à \$965 millions en 2000. »

Pennies for the planet ou ndt. « petites monnaies pour la planète », qui vise la tirelire des enfants). Ce boom peut être relié à un changement stratégique. Alors qu'il y a deux décennies, le financement des Trois Grandes venait des fondations privées et d'individus, il provient aujourd'hui en abondance des agences bilatérales et multilatérales et de grandes entreprises privées. Les fondations et les personnes donatrices n'ont aucunement été abandonnées, et elles constituent encore aujourd'hui une large proportion des budgets totaux. Mais les dons des nouveaux « partenaires » et « collaborateurs » – comme les appellent les ONG en question – bilatéraux, multilatéraux et des entreprises, se sont ajoutés aux sources traditionnelles – et ces nouvelles donations ont été extravagantes.

Ces soutiens financiers importants dans un environnement économique fragile ont été obtenus de diverses manières. Du milieu à la fin des années 1990, le WWF, CI et TNC ont tous reformulé la définition de leur mission pour se concentrer sur ce qu'ils appellent des approches pour « la protection à large échelle ». Les termes utilisés diffèrent – « points chauds » (*hotspots*)¹⁹ pour CI, « écorégions » et « Global 200 »²⁰ pour le WWF, « écosystèmes » pour TNC²¹ et « paysages vivants » pour la Wildlife Conservation Society (WCS) – mais ils se ressemblent dans la mesure où ils planent bien au-dessus du sol et, comme le disent toutes les ONG, ils sont « ambitieux » et même « visionnaires »²².

¹⁹ Les « points chauds », *hotspots* en anglais, sont « des zones présentant des concentrations exceptionnelles d'espèces endémiques et subissant des pertes d'habitats exceptionnelles. » In Myers, Norman, Russell A. Mittermeier, Cristina G. Mittermeier, Gustavo A.B. da Fonseca et Jennifer Kent, « Biodiversity Hotspots for Conservation Priorities », *Nature*, Vol. 403, 24 Feb. 2000, pp. 853-58.

²⁰ Une écorégion est « un grand espace de terre ou d'eau présentant un assemblage d'espèces, des communautés naturelles et des conditions environnementales géographiquement confinées » ; le Global 200 « s'appuie sur une analyse de toutes les régions terrestres et bassins océaniques de la Terre et selon cette approche, une région terrestre est égale à approximativement 150 millions de km². »

²¹ TNC s'est largement inspiré de l'approche « écorégion » initiée par le WWF.

²² Par exemple : « Les 'écorégions' sont l'unité géographique pour établir des objectifs de protection de la nature ; ils représentent une échelle ambitieuse et intéressante pour la conservation de la biodiversité. » *World Wildlife Fund*, 2004, « How We Work Using 200 Priority Ecoregions », Washington, D.C.

Il s'agit d'approches planétaires et elles sont jugées nécessaires pour s'attaquer aux menaces globales qui pèsent aujourd'hui sur les écosystèmes et les espèces. Comme Myers et ses collègues l'écrivent, « l'approche traditionnelle de nombreuses activités de conservation, qui consiste à viser dans toutes les directions pour protéger les espèces menacées doit être complétée par la stratégie du 'ballon d'or' pour la protection de points chauds, qui porte une attention particulière à l'efficacité économique des mesures. »²³



« Détendez-vous, nous sommes de Conservation, Inc. »

²³ Op. Cit. Myers, Norman, Russell A. Mittermeier, Cristina G. Mittermeier, Gustavo A. B. da Fonseca, et Jennifer Kent.

Le point essentiel de l'argumentaire de cette approche à grande échelle – une approche indiscutablement attrayante pour ceux d'entre nous qui essaient de voir le monde avec des approches plus globales que celles qui ont prévalu dans le passé – est que ce ne sont pas uniquement les écosystèmes isolés d'une certaine zone en pointillés qui sont en danger ; mais le système mondial entier d'écosystèmes interconnectés qui est en péril. Dans les présentations aux agences de financement, cette idée peut faire l'objet d'une présentation vivante et convaincante avec des systèmes d'information géographique et des images satellites – des technologies qui n'étaient pas disponibles il n'y a que quelques années. Et comme l'affirme l'argumentaire, les stratégies à grande échelle peuvent accomplir davantage avec moins d'argent. Bien entendu, de fortes sommes d'argent sont nécessaires pour en faire la gestion à l'échelle proposée. Se référant à la stratégie des points chauds de CI, Milliers et ses collègues suggèrent que 500 millions de dollars par année représentent un montant approprié pour assurer la conservation de 25 points chauds.²⁴ Les Trois Grandes n'ont aucun doute quant au fait que parmi les milliers d'organisations qui travaillent à la conservation de la biodiversité mondiale, *elles* seules ont la capacité de gérer des opérations d'une telle ampleur.

C'est ici que nous arrivons à deux interprétations divergentes sur la manière dont les ONG de protection de la nature ont développé leurs approches à grande dimension de la conservation. Dans les ONG, ceux qui défendent cette approche affirment qu'elles proviennent des résultats d'études scientifiques s'appuyant sur des critères biologiques – par opposition à des critères sociaux ou politiques.²⁵ Les critiques, à l'extérieur comme à l'intérieur des ONG, relèvent que des con-

cepts tels que « points chauds », « écorégions », et « zones de conservation » ne sont rien d'autre que des outils de marketing habiles – des slogans et des formules, pour reprendre les mots de Brandon, Redford et Sanderson – et que la partie « scientifique », si elle existe, est avant tout décorative. Il est peut-être plus opportun de dire que ces approches sont un mélange des deux ; mais indéniablement l'aspect marketing est très présent. Un document récent du WWF, par exemple, affirme : « Les programmes de conservation écorégionaux devraient développer une vision large, engageante et ambitieuse d'une écorégion afin d'offrir des directions et obtenir du soutien. Cette vision devrait contenir un message qui inspire afin de motiver les parties prenantes et les partenaires, afin qu'ils se sentent engagés. »²⁶ Quoique nous puissions penser de son volet scientifique, il ne fait aucun doute que cette nouvelle insistance sur la conservation planétaire est rentable.

La donation de \$261,2 millions de la Gordon & Betty Moore Foundation à CI, l'une des plus importantes et parmi les plus débattues de ces dernières années, visait à soutenir des activités de conservation, avec une attention particulière pour leur dimension scientifique, dans des « points chauds et des zones sauvages tropicales » de par le monde. Rassemblant un Centre pour la protection biologique (\$121.2 millions), des Stations scientifiques sur le terrain (\$40 millions) et le Fonds pour la protection mondiale (\$100 millions), le projet trace de grands « couloirs pour la protection », ce que la fondation Moore définit comme « des réseaux de régions protégées (des parcs nationaux, des réserves, etc.) et d'autres zones à l'usage favorable à la biodiversité, suffisamment vastes pour maintenir des processus écologiques et évolutifs. » La fondation Moore poursuit: « Subve-

²⁴ *Op. cit.* Myers, Norman, Russell A. Mittermeier, Cristina G. Mittermeier, Gustavo A. B. da Fonseca, et Jennifer Kent.

²⁵ CI : « Les frontières des points chauds ont été établies par des 'critères biologiques communs' » in Myers, Norman, Russell A. Mittermeier, Cristina G. Mittermeier, Gustavo A.B. da Fonseca et Jennifer Kent, « Biodiversity Hotspots for Conservation Priorities », *Nature*, Vol. 403, 24 Feb. 2000, pp. 853-58.

²⁶ WWF : « Les écorégions sont définies en des termes biologiques et sont ainsi des unités logiques vouées à la préservation de la biologie. » in *World Wildlife Fund, 2004, « How We Work : Using 200 Priority Ecoregions »*, Washington, D.C. Les aspects sociaux ne sont pas inclus dans le calcul des écorégions du WWF, sinon comme des « menaces », et leur introduction vient après que les priorités, s'appuyant sur des critères scientifiques, ont été établies.

World Wildlife Fund, 2004, « How We Work : Using 200 Priority Ecoregions », Washington, D.C.

nir à la protection de la biodiversité à cette plus importante échelle géographique – en établissant des liens entre des parcs individuels et des zones protégées – augmente l'impact de la conservation et renforce les perspectives de conservation des espèces individuelles à long terme. »²⁷

Si la première manière pour susciter un tel flux d'argent était d'appeler les fondations vers de grands objectifs, une deuxième tactique devait être adoptée pour aborder les agences bilatérales et multilatérales. Les Trois Grandes entamèrent lentement ces négociations, souvent après des discussions internes et des débats. La relation du WWF avec USAID, qui commença au début des années 1980, illustre cette évolution. A la fin des années 1970, USAID montrait de plus en plus d'intérêt pour l'environnement et les ONG comprirent que cette agence pourrait peut-être représenter une nouvelle source de financement pour leur travail. Au départ, le WWF prenait de petites sommes, jamais plus de 50 pour cent du coût d'un projet, et complétait ce nouvel apport avec des fonds privés. Il ne souhaitait pas être dépendant de la dimension politique de USAID ou à la merci de l'instabilité qui l'accompagne. Pourtant, selon un représentant expérimenté du WWF qui prit part à ces transactions à l'époque, la règle des 50 pour cent finit peu à peu par s'éroder. Au moment où les budgets d'autres projets, financés par des fonds privés, se sont asséchés, le WWF entreprit de déplacer des fonds alloués à de projets soutenus par USAID pour maintenir ceux autrefois financés par le privé. Des sommes plus importantes encore en provenance de USAID vinrent remplir les trous laissés par les fonds déplacés, et en quelque temps, tout un chapelet de projets étaient financés par USAID à hauteur de 80 à 90 pour cent. « Alors, peu à peu, nous avons cessé de nous poser des questions », déclare un dirigeant. « Nous avons assumé cette nouvelle situation. On ne sait pas où ni quand précisément, mais à un moment nous avons franchi la ligne et accepté que des projets et des programmes entiers soient financés avec de l'argent du gouvernement. C'est devenu OK. » Pour ne pas être distancées, les autres ONG ont emboîté le pas du WWF tambour battant!

²⁷ Chicchón, Avecita, « Conservation Theory Meets Practice », *Conservation Biology*, Vol. 14, No. 5, pp. 1368-69.

Malgré les doutes de départ, la stratégie a payé et s'est traduite par la formation de co-entreprises, de coopératives, d'accords et de partenariats divers.²⁸ Les exemples incluent la Banque Mondiale et le WWF Global Forest Alliance, créé en 1998, et travaillant présentement dans 30 pays, et le Fonds des partenaires pour la défense des écosystèmes en danger, une initiative de \$150 millions associant CI, la Banque Mondiale, le *Global Environmental Facility*, la Fondation MacArthur et le gouvernement japonais.

De 1990 à 2001, USAID a fourni au total approximativement \$270 millions aux ONG, aux universités et aux institutions pour leurs activités de conservation. La part du lion de ce montant destiné aux ONG revint au WWF, qui reçut approximativement 45 pour cent de l'argent disponible. Quoique significative, une petite portion du budget total destiné à la conservation va à cinq autres ONG – CI, TNC, WCS, la Fondation africaine pour les animaux sauvages (AWF) et Enterprise Works – par l'entremise du Programme mondial de conservation de l'Agence. La théorie justifiant cet arrangement s'ancre dans le fait que ces groupes vont redistribuer une partie de l'argent qu'ils reçoivent à des ONG locales pour leur travail. Cette approche allège peut-être le travail administratif de USAID ; mais elle donne également à ces six ONG un pouvoir considérable sur les choix et les projets des groupes locaux auxquels elles accordent à leur tour des dons.

Par exemple, USAID apportait son aide à PROARCA, une coentreprise (*joint-venture*) en Amérique centrale au milieu des années 1990. Le projet avait un budget de 5 à 6 millions par année, avec approximativement \$1 million par année allant à TNC, WWF, et le Rainforest Alliance. Le but du projet était «

²⁸ Au début des années 1990, le WWF-US commença à recevoir de l'argent de la Banque Mondiale et la branche internationale en Suisse protesta avec virulence. Cet événement et d'autres de même nature culminèrent dans une série de procès dispendieux et par la séparation des bureaux International et Américain. Le symbole du panda fut revendiqué par la branche internationale et son usage fut accordé sous licence à la branche américaine.

d'améliorer la gestion de l'environnement du corridor biologique méso-américain » – un projet géré lui par la Banque Mondiale et l'argent du Fonds mondial pour l'environnement (GEF). La première phase imposait de planifier la deuxième phase « d'application », qui fut approuvée en 2002 avec un budget légèrement plus conséquent. Alors que l'essentiel de la composante ONG est investi dans des activités de grande échelle au niveau des politiques, de petits financements, qui théoriquement profitent aux ONG locales engagées pour la préservation de la biodiversité, sont également prévus.

Une troisième stratégie qui apparaissait dans un premier temps innocente, consistait à toucher davantage le secteur des affaires. TNC et le WWF ont été impliqués de longue date avec les entreprises privées, mais au milieu des années 1990, le rythme s'accéléra. Au jour d'aujourd'hui, TNC a quelques 1'900 sponsors issus du monde des affaires qui donnèrent en 2002 \$225 millions à l'organisation. Le site Internet de CI contient une liste de plus de 250 entreprises qui ont soutenu ses opérations en 2003 à hauteur d'environ \$9 millions. La part du WWF est plus limitée, mais elle a entrepris une opération de charme dans cette direction. Dans le schéma du WWF, le « grade » le plus élevé pour les sponsors venant du monde des entreprises est celui de « partenaire pour la conservation », auquel sont élevées certaines « entreprises multinationales qui apportent des fonds importants au travail de conservation du WWF ». « Des recherches indépendantes démontrent », nous explique-t-on, « que les consommateurs ont une haute estime pour les entreprises qui investissent dans leurs responsabilités sociales et environnementales. » Le WWF choisit « la crème des entreprises socialement responsables et celles qui ont les meilleures pratiques environnementales », mais il ressent également le besoin de « s'engager avec les entreprises qui ont une mauvaise réputation ou une réputation discutable sur les questions environnementales, à condition qu'elles aient le potentiel pour évoluer ». Parmi les entreprises qui donnent de l'argent aux trois ONG pour la Protection de la nature, citons ChevronTexaco, ExxonMobil, Shell International, Weyerhaeuser, Monsanto, Dow Chemical et Duke Energy.

LES CONSÉQUENCES

Pour tout dire, le nouveau mélange des stratégies de financement, doublé de l'intensité de la chasse au financement, a rendu les plus grandes ONG de protection de l'environnement à la fois riches et puissantes. La conservation de la faune et de la flore demande beaucoup d'argent, et il est apparu évident aux environnementalistes que leurs organisations avaient besoin de financements plus importants afin de mener à bien l'énorme mission de sauver la planète d'une calamité écologique. Il y a peut-être encore quelque chose de vrai dans cette croyance – les groupes pour la sauvegarde ont développé des projets admirablement ambitieux – mais leur croissance est également à la source de complexités et de contradictions sans précédent.

Un des problèmes réside dans le fait qu'à mesure que les trois grandes ONG ont pris de l'importance, elles dépendent toujours davantage de financements d'envergure. Cela a créé un climat d'intense – et pas toujours bénéfique – compétition entre elles. Une forte réticence à créer des partenariats entre elles, ou avec qui que ce soit, a résulté de cette situation. Lorsqu'elles s'associent avec des organisations plus petites, soit elles tendent à user de leur surpoids pour faire avancer leurs projets unilatéralement, soit elles excluent purement et simplement les groupes plus petits. Une tactique très fréquente est la création dans des pays étrangers de structures locales qui sont en réalité des extensions d'elles-mêmes mais ne s'appuyant sur aucune base locale. Entre elles, les grandes ONG de sauvegarde de la nature font des arrangements lorsqu'elles le doivent – le programme de USAID en Amérique centrale, par exemple, inclut dans sa démarche la création de consortiums de différentes organisations – mais dans la plupart des cas, elles gardent leurs distances les unes des autres de manière très marquée, et rechignent à partager leurs informations. Ainsi le programme PROARCA financé par USAID en Amérique centrale, est un peu un mariage forcé dans lequel TNC et le WWF (avec Rainforest Alliance comme petit appendice) furent obligés d'accepter une collaboration. Depuis le début, les deux organisations,

WWF et TNC, gardèrent leurs distances l'une de l'autre, maintenant deux programmes pratiquement séparés, avec un minimum de recoupements. Le WWF se concentra sur la zone côtière alors que le TNC s'occupa de zones protégées dans l'intérieur.

Ce comportement insulaire, qui se manifeste souvent par la défense jalouse de prés carrés, a été une réalité depuis de nombreuses années, mais la situation fut exacerbée au moment où les ONG de sauvegarde de la nature ont grandi tant par leur taille que par leur force. Il est généralement admis par exemple que CI a jalonné le Surinam et le Guyana comme « son territoire » ; TNC contrôle la région de Bosawas au Nicaragua, et WCS de son côté garde les portes du Chaco en Bolivie. La territorialité se manifeste même à l'intérieur des organisations. A l'origine, le WWF américain avait le contrôle de la Tanzanie, mais il s'en est retiré et a transféré sa responsabilité au WWF International. Au milieu des années 1980, le WWF a divisé le monde en deux parties, donnant l'Amérique latine à la branche américaine et le reste du monde à son bureau international (cette partition du monde n'a pas duré longtemps). A certaines occasions, les ONG les plus puissantes ont tenté de faire pression sur les fondations pour interdire l'entrée de rivales sur un territoire qu'elles revendiquaient.

Dans la région du Petén au Guatemala, durant les années 1990, toutes les grandes ONG avaient des programmes, mais elles travaillaient séparément et la compétition pour les fonds, des sommes considérables, était intense. Entre 1990 et 2001, on estime à \$56,6 millions la somme canalisée vers cette région à des fins de protection de la nature et de développement durable en provenance de USAID (\$31,2 millions), du gouvernement guatémaltèque (\$15,3 millions, essentiellement d'agences internationales), et d'ONG internationales (\$10,1 millions).

Il faut bien reconnaître que la territorialité dans de tels termes finit par réduire les conflits. Mais si un grand nombre d'ONG, en compétition entre elles, devai-

ent un jour se voir accorder l'accès à une région, la concurrence des offres pour obtenir les faveurs de groupes locaux et la générosité des donateurs pourrait rapidement devenir incontrôlable et créer le chaos. Cette situation se produit occasionnellement, et le résultat est désastreux pour toutes les parties prenantes.

Or la coopération est rare, même lorsque les groupes ont des objectifs communs. Selon McShane, « le diable, pour la défense de la biodiversité, est la concurrence pour le financement des donateurs. Nous savons tous que pour qu'un programme de sauvegarde de la biodiversité soit un succès, de l'argent est nécessaire. Malheureusement, dans cette quête de financement, les organisations de sauvegarde de la nature se retrouvent à faire des déclarations qui ne dépassent guère la théorie. Ce marketing des différentes approches de la préservation de la nature a engendré des débats dogmatiques, en apparence sur la meilleure méthode pour préserver la biodiversité mondiale, mais qui en réalité portaient sur la meilleure façon de faire main basse sur les fonds avant que quelqu'un d'autre ne le fasse, ce qui n'est pas le même sujet. »²⁹

Une autre conséquence de la place grandissante aujourd'hui des ONG de sauvegarde de la nature vient des sources de leurs financements, et des conditions auxquels ceux-ci sont soumis. Le glissement d'une forte dépendance vis-à-vis de l'argent privé, et des apports financiers en provenance de donateurs bilatéraux ou multilatéraux, vers un flux financier provenant de grandes entreprises, signifie que désormais de nouveaux intérêts – et de nouvelles restrictions – entrent en jeu. USAID, la Banque mondiale, et le Fonds mondial pour l'environnement (GEF), par exemple, sont des agences diplomatiques travaillant en étroite collaboration avec les gouvernements nationaux. Les ONG pour la conservation ne sont plus en position de s'opposer ouvertement à la corruption gouvernementale, ou à l'inaction des gouvernements, c'est-à-dire à ceux qui sont très souvent, et au premier chef, à l'origine des dégradations dans les

²⁹ McShane, *op. cit.*

pays du Tiers-Monde – le soutien des gouvernements aux industries extractives dans des zones forestières fragiles est un des scénarios les plus communs.³⁰

Par ailleurs, autre conséquence de l'augmentation du financement des donateurs bilatéraux et multilatéraux, les ONG sont devenues les « gardiennes des portes » donnant accès aux ressources externes. La stratégie consistant à injecter de l'argent dans les ONG donne aux bailleurs de fonds une influence considérable sur leurs programmes; cette situation donne également de l'influence aux grandes ONG sur les organisations plus modestes qui doivent passer par ces premières pour assurer leur pérennisation financière. On se retrouve donc devant deux contrôles : d'abord de la part des donateurs bilatéraux et multilatéraux, puis, dans un deuxième temps, de la part des ONG internationales allouant à leur tour des financements. Lorsque les fonds parviennent enfin aux ONG locales, ils sont souvent soumis à des conditions si contraignantes que peu de latitude est laissée aux agences et aux habitants locaux pour mener à bien leurs propres programmes. Dans tous les cas, les fonds tendent à être minimes, l'essentiel restant entre les mains des grandes ONG, ne franchissant jamais la porte de sortie.³¹

La situation est bien plus sérieuse pour les Peuples Autochtones qui sont fréquemment en confrontation avec leurs gouvernements nationaux au sujet de leurs terres et de leurs ressources naturelles. Les gouvernements nationaux – et le gouvernement américain – ont apporté leur soutien aux compagnies pétrolières, aux mines, aux exploitations forestières et aux compagnies pharmaceutiques pour qu'elles soient présentes sur les terres autochtones, et dans nombre de ces pays (la Bolivie, le Pérou, l'Équateur, le Guyana, l'Indonésie, et la Papouasie Nouvelle-Guinée, parmi d'autres), des concessions privées, accréditées par les gouvernements, ont provoqué une violence considérable. Chacune des grandes

ONG de conservation a des liens financiers et politiques étroits avec lesdits gouvernements, les agences bilatérales et multilatérales, et les grandes entreprises multinationales qui opèrent à travers tout le Tiers-Monde, et elles hésitent à les contrarier. Cette situation a fait émerger une observation ironique : les grandes ONG internationales s'allient avec des forces destructrices des écosystèmes subsistants, alors qu'elles ignorent, ou même s'opposent aux forces qui tentent de repousser cette destruction. N'est-il pas étrange que Oxfam America ait apporté son soutien à un groupe autochtone du Bassin de l'Amazonie dans son combat contre les déprédations de Chevron-Texaco, cela alors que les grandes ONG de préservation de la nature assuraient une couverture verte à la même compagnie en échange d'une aide financière ? Dans une série d'articles largement commentés dans le Washington Post l'année dernière au sujet de TNC, les reporters Joe Stephens et David Ottaway notent :

« La mission de Conservancy rend l'organisation réticente à prendre des positions sur certaines questions environnementales de premier ordre, parmi lesquels le réchauffement du climat et le forage pétrolier dans le Refuge national de l'Arctique. Les grandes entreprises présentes dans le conseil d'administration et le comité consultatif de Conservancy ont défendu, dans tout le pays, les positions des entreprises sur ces questions. Un officiel de Conservancy a déclaré que le groupe évite de critiquer les performances environnementales des entreprises auxquelles appartiennent les membres de son comité de direction. »³²

De plus, les ONG hésitent à s'opposer à des pratiques néfastes dans des pays étrangers, loin des yeux du premier monde, et dirigés par des gouvernements qui manifestent peu d'intérêt pour la sauvegarde de la nature. Or nous avons ici une contradiction : depuis la moitié et la fin des années 1980, les Peuples Autochtones ont reçu passablement de soutiens pour différentes causes, d'abord de la part de fondations privées, puis de nombreuses agences européennes. La

³⁰ Chiccon, *op. cit.*

³¹ L'exemple peut-être le plus probant est le Fonds pour un partenariat sur les écosystèmes prioritaires (Critical Ecosystems Partnership Fund, CEPF) de CI, créé pour soutenir les ONG locales. Selon les règles

³² Stephens et Ottaway, *Op. Cit.*

Fondation Inter-américaine, une agence du gouvernement américain, a attribué des centaines de subventions aux organisations autochtones durant cette période, ce qui a permis une relance significative du mouvement autochtone d'Amérique latine. Les organisations de protection de la nature, et les fondations partageant les objectifs de celles-ci, soutinrent les Peuples Autochtones durant toutes les années 1990 pour des travaux de conservation et de développement économique durable. Il en résulta un renforcement des organisations autochtones. Mais lorsqu'elles commencèrent à faire usage de leur force nouvellement acquise pour défendre leurs terres et leurs ressources, elles entrèrent en conflit avec des compagnies privées, des gouvernements, des agences bilatérales et multilatérales, et les protecteurs de la nature tous unis. Non seulement de nombreuses organisations de sauvegarde de la nature se détournèrent des Peuples Autochtones, mais il en alla de même pour de nombreuses fondations privées qui craignaient de se retrouver pris entre deux feux.



«Son habitat a été complètement envahi par des protecteurs de la nature»

La distance prise ces dernières années par les ONG de protection de la nature vis-à-vis des Peuples Autochtones et Traditionnels peut être associée à deux problèmes particulièrement délicats. Premièrement, il y a le problème de la résistance autochtone, qui prend parfois une tournure violente contre les activités de plusieurs de partenaires financiers des ONG. Pour les ONG, s'afficher aux côtés des Peuples Autochtones dans leurs luttes ou leurs soulèvements contre leurs partenaires peut paraître financièrement imprudent.

Le deuxième problème réside dans l'assertion selon laquelle la science biologique devrait être l'unique principe guidant la conservation de la biodiversité dans les régions naturelles protégées. Cette notion a produit un débat incessant entre ceux qui ne considèrent pas les humains comme faisant partie de l'équation écologique³³, et ceux qui défendent des partenariats, et l'inclusion des Peuples Autochtones et Traditionnels dans les zones protégées, à la fois sur la base des droits de l'homme et pour des raisons écologiques pratiques.³⁴

³³ Stevens, Stan (ed.), 1997, *Conservation Through Cultural Survival: Indigenous Peoples and Protected Areas*, Island Press, Washington, D.C.; Nietschmann, Bernard, 1997, "Protecting Indigenous Coral Reefs and Sea Territories, Miskito Coast, RAAN, Nicaragua," in Stan Stevens (ed.), *Conservation Through Cultural Survival: Indigenous Peoples and Protected Areas*, Island Press, Washington, D.C., pp. 193–224; Gray, Andrew, Alejandro Parellada, et H. Newing (eds.), 1998, *From Principles to Practice: Indigenous Peoples and Biodiversity Conservation in Latin America*, Document 87, Forest Peoples Programme, the Interethnic Association for the Development of the Peruvian Amazon, and the International Work Group for Indigenous Affairs, Copenhagen; Schwartzman, Stephan, Adriana Moreira, and Daniel Nepstad, 2000, "Rethinking Tropical Forest Conservation: Perils in Parks," *Conservation Biology*, Vol. 14, No. 5, pp. 1351–57; MacKay, Fergus et Emily Caruso, 2004, "Indigenous Lands or National Parks?" *Cultural Survival Quarterly*, Vol. 28, Issue 1, pp. 14–16; Colchester, Marcus, 2000, "Self-Determination or Environmental Determinism for Indigenous Peoples in Tropical Forest Conservation," *Conservation Biology*, Vol. 14, No. 5, pp. 1365–67; Carino, Joji, 2004, "Indigenous Voices at the Table: Restoring Local Decision-Making on Protected Areas," *Cultural Survival Quarterly*, Vol. 28, Issue 1, pp. 23–27; LaRose, Jean, 2004, "In Guyana, Indigenous Peoples Fight to Join Conservation Efforts," *Cultural Survival Quarterly*, Vol. 28, Issue 1, pp. 34–37; Newing, Helen et Lissie Wabl, 2004, "Benefiting Local Populations?" *Cultural Survival Quarterly*, Vol. 28, Issue 1, pp. 38–42; et Western et Pearl, op. cit., note 6.

³⁴ Brandon, Katrina, Kent H. Redford, and Steven E. Sanderson, 1998, "Introduction," in *Parks in Peril: People, Politics, and Protected Areas*, The Nature Conservancy and Island Press, Washington, D.C., pp. 1–23; Redford, Kent H., and Steven E. Sanderson, 2000, "Extracting Humans From Nature," *Conservation Biology*, Vol. 14, No. 5, pp. 1362–64; Terborgh, John, 2000, "The Fate of Tropical Forests: A Matter of Stewardship," *Conservation Biology*, Vol. 14, No. 5, pp. 1358–61.

Présentement le deuxième point de vue domine, du moins dans les cercles dirigeants des Trois Grandes ONG. Selon certains critiques cependant, ils ont été de plus en plus « amenés à voir les ruraux comme des ennemis de la nature plutôt que comme des acteurs politiques qui peuvent former une constituante environnementale ... En identifiant les Peuples Autochtones et Traditionnels comme des obstacles à une protection efficace de la nature, ou en concluant que les réserves autochtones, voire simplement habitées, sont incompatibles avec la 'vraie' conservation, les défenseurs des parcs libres d'habitants récusent la valeur fondamentale des forêts habitées pour la préservation de la nature, et ignorent le rôle joué par les habitants des forêts en tant que participants à la sauvegarde de la forêt. ³⁵»

Un argument soupçonneux maintes fois avancé par les protecteurs de la nature soutient qu'une fois que les Peuples Autochtones auront obtenu des droits sur leurs terres, il n'y a aucune garantie qu'ils travailleront au maintien de la biodiversité qui s'y trouve. « Que se passe-t-il si, une fois notre soutien obtenu, ils décident soudainement de couper leurs forêts ? » est une question qui revient souvent.

De même que l'idée d'une préservation de la nature par les Peuples Autochtones hier largement partagée est aujourd'hui écartée, les termes 'autochtones' et 'traditionnels' sont le plus souvent bannis du discours des grandes ONG de préservation de la nature – pour être remplacés par 'marginaux' et 'pauvres'. ³⁶ (Des appellations plus neutres comme 'ruraux' et 'locaux' ont été également

plus largement utilisées dans la littérature et sont actuellement utilisées des deux côtés.) Ce glissement sémantique vole la dignité de Peuples Autochtones. Qui peut être intéressé à sauver la culture de gens 'marginalisés' ? Quelle est la valeur des savoirs écologiques traditionnels de gens 'pauvres' ? Les gens perçus comme n'ayant aucune culture distincte, sans avoirs, ou sans revendications historiques sur les terres qu'ils occupent, finissent par être, dans le vrai sens du mot, des gens sans valeur.

Depuis environ une année, les grandes ONG de préservation de la nature ont commencé à affirmer qu'elles font de la conservation, et non « de la lutte contre la pauvreté », une expression qu'elles semblent associer à tout travail avec les Peuples Autochtones ou Traditionnels. Depuis que leur travail de conservation avec les groupes de base et que leurs projets intégrés pour la conservation et de développement ont échoué, elles ont évité de s'engager sur ces principes, y compris dans des discussions sur la cogestion des régions protégées et pour le développement durable, ou dans des argumentaires pour la défense de modes de vie alternatifs pour les Peuples Autochtones. D'une part, les ONG ont ressenti la pression des donateurs bi- et multilatéraux pour que la diminution de la pauvreté soit incluse dans leurs programmes de conservation, et certaines ont tenté de satisfaire les donateurs avec un langage re-travaillé dans l'exposé de leur mission. Cependant, la tendance plus générale parmi les grandes ONG a été d'établir une fausse dichotomie entre la diminution de la pauvreté et la préservation de la nature, et d'affirmer que le « bien-être social » n'est pas de leur ressort. ³⁷

Bien sûr, les positions des grandes ONG ne sont pas monolithiques. Alors que certains au sommet de la direction peuvent considérer le travail au niveau de la communauté comme un éparpillement inutile et sans effets, ou même contraire aux objectifs de conservation de la biodiversité à large échelle, la réalité sur le terrain est souvent bien différente. Le WWF, par exemple, a un programme de

³⁵ Schwartzman et al., *Op. Cit.*

³⁶ World Wildlife Fund, 2000, "A Guide to Socioeconomic Assessments for Ecoregion Conservation," *Ecoregional Conservation Strategies Unit, Washington, D.C.*; World Wildlife Fund, 2004, "Communities and Large-Scale Conservation—Challenges and Opportunities," *Background note for Discussion (Draft)*; Carr, Archi, 2004, "Utopian Bubbles: What Are Central America's Parks For?" *Wild Earth, Spring/Summer*, pp. 34–39; and *op. cit.* notes 16 and 20.

³⁷ Carr, *Ibid.*

foresterie communautaire vigoureux qui travaille sur la gestion de la forêt, la certification, et la commercialisation au Mexique, au Petén guatémaltèque, dans la région Mosquitia au Honduras, dans la région côtière de l'Atlantique au Nicaragua et dans celle de Madre de Dios au Pérou. Les bureaux locaux de TNC travaillent avec les communautés au Mexique, au Guatemala, et dans les régions où vivent les autochtones au Brésil. CI est moins engagé à ce niveau, bien que l'organisation ait un petit projet avec des producteurs de café biologique du Chiapas mexicain. Le programme de WCS en Amérique du Sud est peut-être le meilleur de tous, qui met l'accent sur la préservation au niveau de la communauté, la cogestion de régions protégées avec les Peuples Autochtones et sur un développement durable au niveau de la communauté. Son travail avec les Izoceno Guarani dans la région du Gran Chaco en Bolivie, est un exemple de respect mutuel et d'une cogestion harmonieuse d'une région protégée.

Contrairement aux brain-trusts dans les principaux bureaux, les représentants sur le terrain ne gèrent pas des abstractions. Certains ont réalisé qu'ils ne pouvaient accomplir grand-chose de valeur s'ils ne travaillaient pas en partenariat avec les habitants de la région. Certains ont même affirmé qu'ils se concentraient sur leur travail avec les communautés et n'accordaient que peu d'attention aux déclarations générales venant d'en haut. Malheureusement, ces efforts sur le terrain reçoivent peu de soutien des maisons mères, le soutien des dirigeants pour les Peuples Autochtones ne cesse de diminuer et les financements pourraient à l'avenir se révéler difficiles à trouver.

Plus précisément, on observe une division évidente entre la branche américaine du WWF et la branche internationale en Suisse. Alors que la mention de possibles partenariats avec les Peuples Autochtones et Traditionnels ont disparu des politiques sur la préservation écorégionale de la branche américaine, elle figure toujours dans les déclarations du bureau européen.³⁸ Une évaluation des programmes sur le terrain des branches américaine et internationale pourrait faire apparaître des différences intéressantes.

Et que dire du « nombre croissant de plaintes sérieuses » venant du terrain et rapportées dans l'investigation interne de la Fondation Ford ? Des plaintes contre les activités des Trois Grandes ONG de conservation ont été entendues en provenance du Mexique, du Guatemala, du Pérou, de l'Equateur, du Venezuela, du Guyana, du Surinam, de Papouasie Nouvelle-Guinée et du Bassin du Congo, entre autres lieux. Dans un cas, CI a été accusé de brimer et de fouler aux pieds les ONG locales et les organisations autochtones dans la région de Vilcabamba au Pérou. Dans un autre cas, son travail dans la région Laguna del Tigre au Petén, Guatemala, se termina par une âpre lutte pour l'accès aux ressources financières avec une ONG locale que CI avait créée – et avec des villageois en colère qui mirent le feu à la station de recherche de CI. On ne sait pourtant pas à ce jour s'il s'agit de cas isolés ou d'une réalité récurrente. Aucune évaluation en profondeur et indépendante n'a encore été menée et il est souvent difficile de distinguer entre les faits et la fiction. Quoiqu'il en soit, les enquêtes devraient peut-être s'intéresser en premier lieu non pas tellement aux échecs particuliers sur le terrain, mais à l'inclination des ONG à se retirer de leurs engagements à travailler avec les Peuples Autochtones et Traditionnels.

OÙ TOUT CELA VA-T-IL ?

Peu après que l'étude de la Fondation Ford sur « les nouveaux enjeux critiques dans le domaine de la préservation de la nature dans l'hémisphère sud » eut démarré, deux membres du Conseil de fondation – Yolanda Kakabadse, présidente de l'UICN, et Kathryn Fuller, présidente du WWF – procédèrent à une révision du plan de travail. Elles conclurent que les études des deux consultants, que personne chez Ford n'avait encore vus, ne devraient pas être rendues publiques – et qu'en fait, elles ne devraient même pas être remises à la Fondation Ford. Elle recommandèrent un embargo sur les études, et c'est ce qui s'est produit, du moins pour un temps. Les représentants de la Fondation Ford reçurent un briefing verbal, et eurent finalement accès aux études, mais ces dernières ne furent jamais rendues publiques. Des informations sur cette suite d'événements connurent

³⁸ World Wildlife Fund, 2003, « Protected Areas », Gland, Suisse.

rapidement des fuites, et furent largement disséminées parmi les fondations et les ONG – causant une fureur dont le grand public n'a guère eu d'échos.

Le 20 avril 2004, le WWF convoqua une rencontre de représentants des grandes ONG internationales – le WWF, TNC, CI, IUCN et WCS – pour une session d'une journée entière avec les représentants de la fondation qui avaient soulevé la question dans le Dakota du Sud dix mois auparavant. Les présidents des Trois Grandes – Kathryn Fuller du WWF, Peter Seligman de CI et Steven McCormick de TNC – y assistèrent tous, avec leurs assistants techniques. Aucun représentant des Peuples Autochtones n'était présent.³⁹

A part un résumé aseptisé, rien n'a filtré de la rencontre, mais il est possible de s'en faire une idée à partir de divers témoignages. Au départ, les représentants des ONG étaient quelque peu sur la défensive, mais peu enclins à faire amende honorable. Les représentants de la fondation passèrent la matinée à expliciter leurs préoccupations, et les ONG répondirent que leur mission première était la conservation et non « la réduction de la pauvreté » – ce qui dans de nombreux esprits signifie travailler avec les communautés locales. Ils nièrent manquer de sensibilité envers les Peuples Autochtones et Traditionnels et firent mention de leurs programmes pour la « création de compétences ». Mais sur l'essentiel, les ONG cédèrent peu de terrain.

Un des représentants de la Fondation Ford souleva la question de la participation à l'extraction des ressources naturelles et à la destruction d'écosystèmes des entreprises multinationales dans des zones naturelles fragiles ; les Peuples Autochtones sont donc amenés à combattre ces compagnies alors que les représentants des organisations de préservation de la nature actifs dans ces régions restent impassibles. Ce représentant souligna que les ONG prenaient le parti

des entreprises, particulièrement lorsqu'elles participaient au financement des ONG. Les ONG répondirent qu'elles ne souhaitaient pas intervenir dans ces conflits, souhaitant rester apolitiques. De toute façon, répondirent-elles, ce sont là des questions qui doivent être gérées par les gouvernements nationaux.

Au cours de la session de l'après-midi, les ONG défendirent encore une fois leur travail, et l'un de ses représentants adopta même une attitude irritée et hautaine, qui signifiait en substance: « Pour qui vous prenez-vous pour nous mettre en question ? Peut-être devriez-vous examiner votre propre organisation ... » Comme le rapporte un des participants, les ONG « repoussèrent l'accusation », accusant à leur tour les représentants de la fondation de porter une oreille trop attentive aux « ONG militantes » et de ne pas avoir connaissance des faits tels qu'ils sont. Dans l'ensemble ils adoptèrent une attitude agressive à la limite de la politesse – selon un participant, ils ne souhaitaient pas mordre trop fort la main nourricière, bien que l'importance de la main des fondations se soit réduite depuis que de plus grandes mains sont apparues.

A la fin, la décision fut prise d'entreprendre des études de la situation sur le terrain. Quels seraient les sites à étudier, quelles seraient les personnes responsables des études, comment ces études seraient menées, et sous la supervision de qui, toutes ces questions devaient être réglées ultérieurement ... Une autre rencontre devait également être organisée, éventuellement avec un groupe plus important incluant des représentants des Peuples Autochtones et Traditionnels. Quelques participants de la fondation sortirent de la rencontre en affirmant que les ONG « ne pigent tout simplement pas. Ils ne comprennent pas. » Certains en déduisaient qu'elles voient toute la question en termes d'image, mais rien en termes de substance.

En juin 2004, un an après que la question eut été soulevée lors d'un rassemblement d'après-dîner, le Groupe consultatif sur la biodiversité se réunit encore une fois – cette fois dans le Minnesota, sur les rives du Lac Supérieur. De nou-

³⁹ Quelques personnes ont expliqué que cette réunion ne devait être « qu'interne », entre donateurs et ONG, une première indication quant aux orientations à venir. De plus certaines personnes soulignèrent que personne ne voyait quels autochtones « représentatifs » auraient bien pu y être conviés.

velles discussions eurent lieu entre les mêmes représentants qui avaient soulevé la question en 2003, et quelques nouvelles personnes intéressées, mais l'ordre du jour de la conférence incluait d'autres questions et la discussion autour de ce problème des ONG impliquées dans la sauvegarde de la nature fut fragmentée et sans implications. Comme le déclara un des participants, ils ont tourné autour, puis tourné autour, puis tourné autour, sans résoudre quoi que ce soit.

La conversation passée, le sentiment se dégagea qu'il s'agissait là, à une époque d'incertitudes et de difficultés, d'un enjeu délicat. Certaines des actions entreprises par les groupes autochtones – afin de résister aux dégradations des industries extractives par exemple – ont été associées à des actions terroristes. La délicatesse de la question a produit une grande réticence, empêchant la moindre avancée sur quoi que ce soit. Par ailleurs, les fondations elles-mêmes ont vu leurs activités récemment mises sous les projecteurs. Certaines fondations sont critiquées pour la rémunération extravagante de leurs principaux gestionnaires et mandataires, pour leur soutien à certains programmes politiques (certaines sont même soupçonnées de soutenir des organisations terroristes), pour le népotisme et les conflits d'intérêt qui règnent dans leurs structures.⁴⁰ La Fondation Ford en particulier fait l'objet d'une enquête diligentée par un comité du Congrès, pour avoir financé des groupes aux Proche-Orient, et garde profil bas à ce sujet. Les grandes ONG de préservation de la nature font l'objet d'examens sur des sujets bien éloignés de l'abandon de leurs partenariats avec les Peuples Autochtones. En 2002, TNC fut attaqué – et sérieusement touché – par une série d'articles du Washington Post présentant des pratiques discutables dans la gestion de l'organisation. Le groupe est actuellement la cible d'une enquête du Congrès et auditionné par l'IRS. Il en a résulté une allure moins hautaine des collègues de TNC, qui évitent désormais les controverses (et les médias). En ce moment, personne ne souhaite que d'autres révélations gênantes soient offertes au juge-

ment du public. Comment, dans ce contexte, pouvons-nous lancer le débat et interpellier honnêtement les parties concernées sans en faire tout un spectacle ou une vaine polémique ?

CONCLUSION

Les défis pour la sauvegarde de la biodiversité sont parmi les plus difficiles auxquels le monde est confronté, particulièrement dans les latitudes sud. Les langues et les cultures étrangères, des systèmes politiques impénétrables, l'appât du gain et la corruption à grande échelle convergent avec les pressions de la croissance démographique et du développement pour créer des situations qui apparaissent parfois insurmontables. Le travail sur le terrain est ardu – il est caractérisé par des progrès un jour et des échecs le jour suivant. Les incompréhensions et les conflits d'intérêt – et les longues périodes de stagnation – apparaissent comme la règle. Souvent il est difficile de savoir si oui ou non de vrais progrès sont réalisés.

Prenons le cas du Chiapas au Mexique. CI y a une forte présence et a été accusé dans la presse locale de faire appel à l'armée mexicaine afin d'expulser des familles de paysans de la forêt Lacandon. La presse locale l'accuse également de faire de la bio-prospection pour des entreprises internationales et de survoler en avion la région de la forêt Maya avec le financement de USAID pour ensuite transmettre les informations ainsi obtenues aux gouvernements américain et mexicain. Certains aspects de cette présentation des faits – comme le fait que CI est lié à des entreprises – sont bien documentés. D'autres – comme le fait que CI achète des terres pour y pratiquer la bio-prospection – semblent largement exagérés. D'autres encore – comme celui des survols qui en effet ont lieu – seraient acceptables dans la plupart des régions du monde, à l'exception justement du Chiapas où un mouvement de guérilla actif est installé depuis un bon moment et où les militaires mexicains ont une forte présence. David Bray, qui fut recruté au départ par la Fondation Ford pour enquêter sur les accusations d'abus, soulignait que cette région « est probablement une des plus politisées

⁴⁰ Dowie, Mark, 2002, *American Foundations : An Investigative History*, MIT Press, Cambridge, Massachusetts.

et un environnement de travail, pour la protection de l'environnement et le développement au Mexique, parmi les plus difficiles. »⁴¹ Ce qui se passe véritablement au Chiapas est difficile à établir de manière précise, et le rôle de CI dans ce drame, positif, négatif, ou autre, est loin d'être clair.

Rien de tout cela n'est simple, mais une chose semble claire à plusieurs d'entre nous qui avons travaillé sur le terrain : si nous voulons faire des avancées, la coopération entre les groupes et les secteurs est cruciale. Certains d'entre nous continuent de croire fortement que la conservation ne peut être efficace sans que les habitants de la région concernée soient impliqués dans tout le processus. Ce n'est pas uniquement une question de justice sociale, qui doit dans tous les cas être une composante importante de toute initiative de sauvegarde de la nature. C'est également une question pragmatique. Les Peuples Autochtones vivent dans la plupart des écosystèmes que le mouvement de préservation de la nature est si empressé de préserver. Souvent, c'est grâce à eux que les écosystèmes sont encore relativement intacts et leur présence est sans aucun doute préférable aux alternatives les plus répandues – l'exploitation forestière, les forages pétroliers, l'élevage bovin et l'agriculture industrielle à grande échelle – destructrices de portions toujours plus importantes de la forêt sous les tropiques. Former des partenariats et des alliances pour une collaboration entre les Peuples Autochtones et Traditionnels et les protecteurs de la nature n'est pas une tâche facile, mais cela apparaît comme l'une des manières les plus efficaces de sauvegarder les écosystèmes chaque jour davantage piétinés mais toujours existants.

Malgré cela, la coopération entre les grandes ONG de préservation de la nature, à la fois entre elles et avec d'autres groupes plus petits, dont les Peuples Autochtones et Traditionnels, a perdu du terrain depuis une décennie et a été remplacée par une concurrence intense, essentiellement pour l'accès aux financements. Les

ONG engagées dans l'énorme responsabilité consistant à défendre les écosystèmes naturels de la planète contre les empiètements de la vie moderne dans ses manifestations les plus destructrices sont de plus en plus souvent entrées en partenariat avec de nombreuses entreprises et de nombreux gouvernements parmi les plus compromis dans cet empiètement, au point d'en devenir dépendantes.

Quelques semaines après la rencontre du Minnesota où les représentants des fondations ont « tourné et tourné autour de la question », la Fondation Ford a reçu deux propositions pour faire avancer le débat de manière conséquente. Une est venue de l'UICN, l'autre du WWF. Le projet de l'UICN propose de mettre sur pied une série de rencontres qui culmineront par une « session pour un dialogue ouvert » au Congrès mondial pour la préservation de la nature prévu à Bangkok en novembre. Le projet du WWF vise lui à évaluer les projets pour la préservation des ressources naturelles par le biais d'interviews pendant des périodes de trois mois, pour, suite à ces évaluations, produire de nouveaux manuels et de nouveaux programmes de formation. Ford négociait depuis des mois avec le WWF concernant sa proposition, et la version finale fut présentée en août 2004. Entre-temps, la proposition de l'UICN fut elle aussi soumise en août et toutes deux furent approuvées le même mois.

Pour ceux qui ont été préoccupés par la dérive des ONG, cette prompt réponse fut à la fois encourageante et consternante. D'un côté, Ford montrait un intérêt à poursuivre son examen des relations entre les Peuples Autochtones et Traditionnels et les grandes ONG et à réconcilier la sauvegarde de la nature avec la vie des communautés humaines. Mais la célérité de la réponse de la Ford fut déconcertante, tout comme sa direction. Les deux financements sont allés à deux grandes ONG de sauvegarde de la nature, ce qui signifie qu'ils seront gérés par les mêmes personnes dont les pratiques sont mises en question. Aucun financement similaire destiné à des organisations autochtones, ou à des organisations qui travaillent de près avec les Peuples Autochtones, n'est prévu. Il fut avancé, ce qui est exact, que les groupes autochtones n'avaient avancé aucune proposition. Mais comme aucun autochtone n'avait été invité aux discussions...

⁴¹ Oviedo, Gonzalo et Luisa Maffi, 2000, Indigenous and Traditional Peoples of the World and Ecoregional Conservation: An Integrated Approach to Conserving the World's Biological and Cultural Diversity, WWF International and Terralingua, Gland, Suisse.

Il y a également une inquiétude sur le fait que les deux ONG contractées sont gérées par des membres du Conseil de direction de la Fondation Ford – Yolanda Kakabadse, la présidente de l'UICN, et Kathryn Fuller, la présidente du WWF (Fuller préside le conseil de direction de la Fondation Ford). Il était connu (et cela m'a été confirmé par de nombreuses personnes étroitement impliquées) qu'elles sont à l'origine de la décision de ne pas rendre publiques les études initiales de la Ford. La proposition de l'UICN souligne que Yolanda Kakabadse « présidera personnellement aux sessions de dialogue ». Le projet du WWF se limite aux études des programmes du WWF et sera mené par le personnel du WWF, et pour l'usage du WWF.

Je suis entièrement d'accord avec la nécessité d'avoir davantage d'analyses des programmes de conservation sur le terrain. Cela fait trop longtemps que les grandes ONG de protection de la nature ne répondent de personne et que l'on en sait trop peu sur ce qui se passe vraiment sur le terrain. En particulier, nous ne savons pas si les programmes à grande échelle, basés sur la science et qui plaisent tellement aux financiers, réalisent vraiment la préservation de la nature comme elles le prétendent. Nous avons également peu de connaissances sur ce qui fonctionne et sur ce qui ne fonctionne pas, et dans quelles circonstances. Et nous ne savons que faire des accusations et des contre-accusations – la revendication de succès et les rumeurs d'abus – qui émanent régulièrement du terrain. Une des raisons de ce manque d'information est le rôle des départements de marketing et de récolte de fonds des Trois Grandes, dont la production est « emballée » de rapports de terrain et de données, une stratégie qui conduit systématiquement à exagérer les succès et à sous-estimer les échecs ou ne pas reconnaître les résultats discutables. L'idée selon laquelle l'UICN et le WWF – et en fait toute autre grande ONG de conservation – devraient aujourd'hui conduire une recherche pour de nouvelles informations fiables frappe par son caractère auto-centré: c'est le renard qui garde le poulailler.

Ce qui est maintenant nécessaire, c'est une série d'évaluations indépendantes en profondeur, non partisans et suffisamment objectives, qui répondent à des questions-clés auxquelles les ONG ne peuvent répondre elles-mêmes d'une façon crédible. Ces évaluations devraient être entreprises par des équipes non hiérarchiques représentant divers secteurs – les Peuples Autochtones, les communautés locales, les ONG nationales, les agences gouvernementales, les donateurs, en particulier les donateurs bilatéraux et multilatéraux (dont l'influence est énorme) et les entreprises privées (qui pour la plupart sont restées silencieuses) – et elles devraient être conduites avec l'intention de chercher de l'information et de comprendre, et non pas de justifier les programmes existants. Ensemble les parties prenantes doivent entretenir une discussion publique et ouverte pouvant mener à la création de programmes de sauvegarde de la nature répondant aux besoins de la diversité *à la fois* humaine et biologique dans le monde.

The logo for Worldwatch Institute features a stylized globe icon to the left of the text. The text "WORLDWATCH" is in a large, bold, serif font, and "INSTITUTE" is in a smaller, all-caps, serif font below it.

WORLDWATCH
INSTITUTE